

VIOLLETTE (M. Maurice), Député du département d'Eure-et-Loir.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 9* (A. de 1945, p. 175) ; *Son amendement à l'article 11* (p. 185). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour (p. 268). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 34 bis* (p. 314) ; *Demande la ratification de l'article 34 bis, nouvelle rédaction* (p. 352) ; *Ses amendements à l'article 151 : Ministère de la Reconstruction* (p. 672) ; *les retire* (ibid.) ; *Ses observations sur l'article 147 : Prescription des créances insuffisamment justifiées* (p. 674) ; *Son amendement à l'article 164 : Missions à l'étranger* (p. 678) ; *Discussion générale du Budget des Services civils* (p. 577 et suiv.) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville, tendant à réduire les crédits militaires* (p. 732). — Est entendu au cours de l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République (A. de 1946, p. 143). — Demande à interpeller sur la politique générale du Gouvernement (p. 154) ; *Développe cette interpellation* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale ; Art. 1^{er} : *Bénéfice réel et forfait* (p. 277) ; Art. 8 : *Sa demande de disjonction* (p. 299) ; — du projet de loi portant amnistie applicable à l'Algérie (p. 507) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits ; Art. 31 bis : *Ses observations contre l'amendement de M. Bardoux* (p. 953) ; Des collectivités locales : Art 113 et 114 : *Amendement de M. Leenhardt* (p. 1920) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; Art. 8 : *Son amendement* (p. 1131) ; Art. 22 : *Son amen-*

dement (p. 1188) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 23 : *Son amendement* (p. 1189) ; *le retire* (p. 1191) ; — du projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations de produits illicites ; Art. 1^{er} : *Son contre-projet* (p. 1415) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 1417) ; — du projet de loi portant fixation des Dépenses militaires pour l'Exercice 1946 : France d'outre-mer ; Art. 38 : *Son amendement* (p. 1477) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Dispositions relatives à l'Algérie : *Discussion générale* (p. 1520) ; — d'un projet de loi sur la propriété commerciale ; Art. 1^{er} : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1575). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour (p. 1591). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse ; Art. 12 : *Ses observations* (p. 1887). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 2101).

VIVIER (M. Emile), Député du département d'Eure-et-Loir.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la défense nationale (A. de 1946, p. 256).

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Marne (A. de 1945, p. 24) ; Son rapport supplémentaire sur ces mêmes élections (p. 49) ; Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Marne (p. 135).

VOURC'H (M. Antoine), Député du département du Finistère.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 667).

Dépôts :

Le 19 février 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Maurice Lacroix et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour les chefs de famille des avantages égaux à ceux qui sont accordés aux contribuables sans enfant, n° 457. — Le 27 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire application du quotient familial dans le calcul de l'impôt de solidarité nationale, n° 775. — Le 27 mars 1946, une proposition de loi tendant : 1° à considérer comme personne à charge pour le calcul de l'impôt de solidarité l'enfant mineur mort pour la France ; 2° à étendre cet impôt aux Français possédant des immeubles à l'étranger, n° 777. — Le 29 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une section d'orthopédie à l'école des bottiers, n° 807. — Le 30 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes gens des familles de trois enfants au moins, encore à charge à leurs parents et utilisant la voie ferrée pour étude ou apprentissage, les tarifs réduits déjà accordés par la S. N. C. F. aux enfants de moins de 18 ans, n° 822. — Le 5 avril 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 septembre 1941, relative à l'exercice de la pharmacie, n° 883. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Antoine Vourc'h et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes gens des familles de trois enfants au moins, encore à charge à leurs parents et utilisant la voie ferrée pour étude ou apprentissage, les tarifs réduits déjà accordés par la S. N. C. F. aux enfants de moins de 18 ans, n° 1099. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Antoine Vourc'h tendant à modifier la loi du 11 septembre 1941, relative à l'exercice de la pharmacie, n° 1101. — Le 24 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la

famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Antoine Vourc'h et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer une section d'orthopédie à l'école des bottiers, n° 1176.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : Art. 82 (A. de 1945, p. 347) ; — d'une proposition de loi, présentée par M. d'Astier de La Vigerie, relative à l'élection des membres de l'Union française ; Art. 5 : *Son amendement* (p. 2275) ; — de sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une section d'orthopédie à l'école des bottiers, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2328). = S'excuse de son absence (A. de 1945, p. 202).

VOYER (M. Ernest), Député du département de l'Orne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*) — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 431).

VUILLAUME (M. Jean), Député du département de la Meuse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 3^e bureau, sur les opérations électorales du département du Doubs (A. de 1945, p. 15). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 843).